



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 07/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PYRO DISTRIBUTION

47 avenue de Gerbéviller
54300 Lunéville

Références : 2026_0333
Code AIOT : 0003013009

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/04/2026 dans l'établissement PYRO DISTRIBUTION implanté D163 54450 Domjevin. L'inspection a été annoncée le 05/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PYRO DISTRIBUTION
- D163 54450 Domjevin
- Code AIOT : 0003013009
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PYRO DISTRIBUTION exploite un stockage d'artifices de divertissement et une cellule préparation de commande (grappage) sur les communes de Domjevin et Blemerey autorisé par arrêté préfectoral 2020-1091 du 19 mai 2022.

Thèmes de l'inspection :

- Explosifs

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Conformité au dossier de demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article 1.3.2	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rubriques	Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article 1.2.1	Sans objet
3	Conformité au dossier de demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article 1.3.3	Sans objet
4	Modifications	Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article 1.4.1	Sans objet
5	Gestion de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article 2.1.2	Sans objet
6	Déchets	Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article 5.1.3	Sans objet
7	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article 7.1.4	Sans objet
8	Locaux de stockage	Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article 7.3.1	Sans objet
9	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article 8.2.1	Sans objet
10	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article 8.2.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de procéder au récolement de l'arrêté d'autorisation d'exploiter 2020/1091 du 19 mai 2022. L'exploitation est réalisée dans le respect des dispositions réglementaires applicables.

Une demande de modification des installations a été déposée et concerne tout particulièrement les quais de déchargement, la visite de contrôle conduit l'inspection à demander à l'exploitant une précision quant à la quantité maximale pouvant être présente sur site au regard de la modification

sollicitée.

Pour autant, il est rappelé que l'exploitant reste tenu de respecter les quantités fixées dans son arrêté préfectoral.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques
Prescription contrôlée : Rubrique 4220-1 soumise à autorisation- Activité de stockage de produits explosifs, à l'exclusion des produits explosifs présents dans les espaces de vente des établissements recevant du public pour une quantité de matières actives maximale de 4500 kg (sous la division de risque (DR)1.3) et 19 845 kg (sous la (DR)1.4), soit une quantité équivalente de matières actives de 5 469 kg. Rubrique 4210-1-b soumise à déclaration avec contrôle périodique- Activité de conditionnement et de mise en liaison électrique ou pyrotechnique de produits explosifs (grappage)pour une quantité équivalente de matières actives de 2 x 6 kg.
Constats : Au jour de la visite, les quantités stockées sont de 2 088 kg pour la DR1.3 et 10 534 kg pour la DR 1.4. Par ailleurs, l'exploitant sollicite une modification des conditions d'exploitation (création d'une nouvelle aire de chargement/déchargement) par courrier du 10 septembre 2025 et indique que cette modification sera sans incidence sur le classement ICPE du site de Domjevin. L'exploitant a également sollicité une activité nouvelle de transit de poudre noire en faible quantité (quelques kilogrammes) laquelle n'engendre aucune modification sur le classement de l'établissement. En effet, la division de risque de la poudre noire (DR1.3) est incluse dans les divisions de risques actuellement autorisées. L'inspection relève que la demande qui concerne la création d'une nouvelle aire de chargement indique une quantité nettement augmentée sur la nouvelle aire de chargement, or la quantité sur site autorisée est limitée à 4500 kg. Aussi, il est rappelé que, dans l'attente de l'instruction de la demande la quantité totale sur site (entrepôts+ quais) ne pourra excéder 4500 kg.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article 1.3.2
Thème(s) : Situation administrative, Timbrage des quais de chargement
Prescription contrôlée : Le timbrage du quai de chargement/déchargement n°1 est fixé à 500 kg en équivalent TNT de matière active (DR 1.3). Le timbrage du quai de chargement/déchargement n°2 est fixé à 1050 kg en équivalent TNT de matière active (DR1.4). Préalablement à l'entrée sur le site du véhicule de livraison, l'exploitant contrôlera, à partir des documents de transport, que le chargement du

véhicule n'excède pas 500 kg en équivalent TNT de matière active pour la catégorie DR 1.3 et 1050 kg pour la catégorie DR 1.4. Un enregistrement documentaire sera fait et conservé pendant un délai de dix-huit mois à compter de la livraison. Pendant cette période, les informations restent disponibles pour un contrôle à la demande du service de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a mis en place un registre des entrées et des sorties, sur lequel figure la valeur en masse active des produits entrants. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté ce registre pour la période du 01/01/2025 au jour de la visite.

Un dépassement est constaté le 12 juin 2025 pour le quai n° 1 (1205 kg pour 500 kg autorisé) pour la division de risques catégorie DR 1.3.

Concernant la division de risques catégorie DR 1.4, trois dépassements sont constatés (le 10/04/25 à 4111,6 kg-le 15/05/25 à 4128,4 kg-le 12/06/25 à 2914 kg). Depuis juin 2025, il n'y pas eu d'autre dépassement.

Le jour du contrôle la quantité sur quai respectait la valeur fixée par l'arrêté préfectoral.

L'exploitant a sollicité une augmentation à 5000 kg en timbrage du quai n°2 (DR 1.4) et la création d'un quai supplémentaire timbré à 4 800 kg (DR 1.3 et DR 1.4), les containers de livraison reçus étant tarés à un poids maximum de 5000 kg. L'attention de l'exploitant est attiré sur le fait qu'en tout temps, la somme des quantités livrées sur l'ensemble des quais de chargement et des quantités déjà présentes sur site en DR 1.3 et 1.4 ne peut pas dépasser les valeurs maximales autorisées au titre de la rubrique 4220-1, soit 4 500 kg en DR 1.3 et 19 845 kg en DR 1.4.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans l'attente de la validation de la demande de modification en cours d'instruction, l'exploitant doit veiller à respecter strictement les timbrages des quais de chargement/déchargement n°1 et 2 afin de respecter les dispositions prescrites actuellement.

De plus, des explications sont attendues sous 15 jours sur l'origine de ce dépassement important et les mesures prises pour éviter le renouvellement de cette situation irrégulière, une procédure doit être mise en place afin de garantir le respect des quantités maximales autorisées en stockage pour les différentes divisions de risque au titre de la rubrique 4220-1.

Enfin, il est demandé à l'exploitant de préciser sa demande de création d'une aire de déchargement, en indiquant la quantité maximale sur site (quai+enterpots) pouvant être présente au maximum sur le site sous 15 jours

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article 1.3.3

Thème(s) : Situation administrative, Conformité de l'étude de dangers

Prescription contrôlée :

<p>Les activités de chargement / déchargement et de stockage de produits explosifs, objet du présent arrêté, sont implantées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans l'Étude de dangers portant la référence : Juillet 2021 - Indice B, modifiée portant la référence:Juin 2025- Indice C. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'étude de dangers fait l'objet d'une mise à jour en juin 2025 et mars 2026, en cours d'instruction, suite aux modifications de conditions d'exploitation demandées en septembre 2025. La prescription sera mise à jour à la fin de l'instruction.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Modifications

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article 1.4.1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un porter à connaissance de modification des conditions de fonctionnement a été déposé le 10 septembre 2025, actuellement en cours d'instruction par le service de l'inspection.</p> <p>Dans l'attente de l'achèvement de l'instruction et des suites éventuelles qui pourront y être données, l'exploitant fonctionne dans les conditions prescrites par l'arrêté préfectoral 2020/1091 du 19 mai 2022.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Gestion de l'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article 2.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.</p> <p>L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et</p>

ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.
Constats : L'exploitant indique disposer d'un document d'information présentés aux employés à leur embauche. Certaines consignes sont affichées sur le site. L'inspection a demandé la transmission de ces consignes d'exploitation, en y intégrant si possible les mises à jour liées au dossier de demande de modification en cours. Par courriel du 15 avril 2026, l'exploitant a transmis la consigne d'exploitation, comprenant les mises à jour demandées, ainsi que la consigne de sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article 5.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Elimination des déchets
Prescription contrôlée : Les feux d'artifices de DR 1.3 et DR 1.4 relevant du statut de déchet (défectueux, détérioré....) sont éliminées suivant des filières autorisées dans les plus brefs délais. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection les justificatifs de leur élimination suivant le respect de la réglementation en vigueur. Aucun déchet pyrotechnique (raté de tirs, date de péremption dépassée...) ne transite sur le site exploité par la société Pyro Distribution.
Constats : Concernant les colis composés d'un assortiment de feux d'artifices constituant un spectacle pyrotechnique prêt à l'emploi, une fiche de sécurité est jointe au kit, les tirs étant réalisés par le client lui-même. En cas de feux défectueux ou détériorés, il est prévu un tir à la mèche de secours puis une élimination en déchetterie des cartons et emballages, toute la poudre ayant été tirée. Concernant les tirs réalisés par l'exploitant, il a été indiqué au service de l'inspection que la totalité des produits pyrotechniques présente sur le pas de tir est directement consommée sur le site au moment de la réalisation de la prestation. Il n'y a donc pas de génération de déchet et aucun déchet pyrotechnique ne transite sur le site de Domjevin.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article 7.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Distances d'éloignement
Prescription contrôlée : L'installation est implantée à une distance minimale des limites du site (distance d'éloignement) calculée de sorte que les dispositions suivantes soient respectées : - Les zones d'effets Z1 et Z2 définies par l'arrêté du 20 avril 2007 susvisé sont contenues dans l'enceinte du site. - La zone d'effets Z3 définie par l'arrêté du 20 avril 2007 susvisé ne touche ni les voies routières où le trafic

est compris entre 200 et 2 000 véhicules par jour autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'installation, ni les installations mentionnées aux deux alinéas suivants. L'installation ne se situe pas au-dessus ou au-dessous et n'est pas mitoyenne de locaux habités ou occupés par des tiers. Les effets dominos de toute installation, équipement ou bâtiment externe au site, présentant un risque caractérisé d'explosion ou d'incendie ne touchent pas l'installation.
Constats : Au vu de l'étude de dangers, les zones Z1 et Z2 restent contenues dans le périmètre du site, y compris dans le cadre de la dernière mise à jour. L'exploitant indique avoir acquis la parcelle limitrophe située à l'Est du périmètre autorisé et a fourni les justificatifs par courriel du 17 avril 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Locaux de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Locaux de stockage
Prescription contrôlée : Les produits explosifs sont stockés dans des locaux strictement réservés à ces produits. Ces locaux sont séparés des locaux abritant des installations relevant de l'une ou plusieurs des rubriques 4210 ou 2793 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. L'implantation de ces locaux respecte les distances d'éloignement. Les locaux où sont stockés les explosifs sont conçus de sorte qu'aucune réaction dangereuse ne puisse se produire en cas de contact, choc ou frottement avec les sols, parois, plafonds ou charpentes, dont les matériaux et revêtements sont adaptés aux produits présents. Le sol et les murs des locaux de stockage et de prélèvements et reconditionnement sont faciles à nettoyer. Afin d'éviter tout confinement susceptible d'aggraver les risques, un espace libre d'au moins un mètre est laissé entre le sommet des stockages et le plafond.
Constats : La visite des différentes zones de stockage n'appelle pas d'observations. L'attention de l'exploitant a été attirée sur la nouvelle activité projetée de vente de poudre noire pour tirs sportifs. Elle sera livrée soit au quai n°1, soit au futur quai n°3 sous forme de bidons de 2 kg sans stockage sur site sinon de façon exceptionnelle pour un maximum de 6 kg. La cellule de grappage sera utilisée dans ce cas, vidée de toute autre substance explosive. L'exploitant doit formaliser cette opération particulière, notamment en cas d'utilisation déjà en cours de la cellule de grappage en période de forte activité. Des prescriptions spécifiques de prévention des risques sont susceptibles d'être fixées ultérieurement par un arrêté préfectoral complémentaire permettant d'encadrer ces opérations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article 8.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières ou objets stockés ou manipulés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Les éventuels locaux de prélèvement ou de reconditionnement font partie de ce recensement. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, explosion ou émanations toxiques). L'exploitant dispose d'un plan général des stockages et des éventuelles zones de prélèvement ou de reconditionnement indiquant les différentes zones d'effets et distances calculées en application de l'article 7.1.4 du présent arrêté. Ce plan est tenu à disposition des services de secours ou d'urgence compétents et de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose bien d'un plan mais celui-ci va devoir être mis à jour au vu des modifications projetées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article 8.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Registre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature, la quantité et, le cas échéant, la date de fabrication, et, pour les produits explosifs, la division de risque et le groupe de compatibilité ainsi que la quantité de matière active des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services de secours ou d'urgence compétents et de l'inspection des installations classées. Il peut être informatisé sous réserve que les moyens d'exploitation permettent la lecture des données et leur impression sous une forme telle que l'autorité administrative puisse obtenir facilement les informations demandées par le présent point. Ce registre peut être consulté à tout moment, sans avoir besoin de pénétrer dans le bâtiment concerné. Il a pour objectif minimum : • que l'exploitant connaisse en permanence l'état de ses stocks ; • que l'exploitant s'assure que le timbrage de ses différents locaux de stockage n'est jamais dépassé ; • de permettre, le cas échéant, le suivi du vieillissement des produits ; • de donner toutes les informations nécessaires à l'intervention des services de secours ou d'urgence compétents. Ce registre peut être confondu avec le registre demandé en application de l'arrêté du 13 décembre 2005 fixant les règles techniques de sûreté et de surveillance relatives à l'aménagement et à l'exploitation des installations de produits explosifs, lorsqu'il est requis, sous réserve du respect du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le registre est disponible.</p> <p>Au jour de la visite, l'exploitant connaît l'état de ses stocks et les timbrages des différents locaux sont respectés:</p>

- conteneur A 01: 1449 kg pour 1500 kg
- conteneur A02: 0 kg pour 1500 kg
- conteneur A03: 639 kg pour 1500 kg
- hangar de stockage: 10534 kg pour 19 845 kg autorisés.

Type de suites proposées : Sans suite